



Kinshasa, le 17 FEV 2006

Le Ministre

ARRETE MINISTERIEL N° 1051 / CAB.MIN/MINES/01/2006 DU 17 FEV 2006  
PORTANT OCTROI DU PERMIS DE RECHERCHES N° 1323  
A LA SOCIETE RUBI RIVER SPRM

**LE MINISTRE,**

Vu la Constitution de la transition, spécialement ses articles 91 et 94, alinéa 1<sup>er</sup> ;

Vu la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier, spécialement ses articles 10 alinéa 1<sup>er</sup> littera a, 12, 23, 43, 47, 50 à 53, 57 alinéa 1<sup>er</sup>, 196 à 198,

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement minier; notamment ses articles 96 à 100, 104, 105, 108, 109, 385, 386, 394, 395 et 400 alinéa 2 ;

Vu, tel que modifié et complété à ce jour, le Décret n° 005/001 du 03 janvier 2005 portant nomination des Ministres et Vice-Ministres du Gouvernement de transition ;

Vu la demande de Permis de recherches introduite par la société RUBI RIVER SPRL en date du 9 juillet 2003, et les pièces requises y jointes ;

Sur avis favorable du Cadastre minier ;

**ARRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Il est octroyé à la société RUBI RIVER Sprl, immatriculée au Nouveau Registre du Commerce sous le n° 56043 / Id. Nat. N° 01-9-N41643 N, et ayant son siège social sis avenue Kazoe, au n° 1, Commune de Makiso, Province Orientale, le Permis de recherches n° 1323.

**Article 2 :**

Le Permis de recherches n° 1323 est établi sur un périmètre composé de 471 carrés entiers situés dans le territoire de Buta, District du Bas-Uélé, Province Orientale.





Les coordonnées géographiques des sommets dudit périmètre sont :

Titre			Coordonnées des sommets					
N°	N° Carte	Sommets	Longitude			Latitude		
			Degré	Minute	Seconde	Degré	Minute	Seconde
1323	N2/25	A	25	30	00	02	03	30
		B	25	30	00	02	10	00
		C	25	32	00	02	10	00
		D	25	32	00	02	16	00
		E	25	32	30	02	16	00
		F	25	32	30	02	16	30
		G	25	40	00	02	16	30
		H	25	40	00	02	03	00
		I	25	38	00	02	03	00
		J	25	38	00	02	03	30

### Article 3 :

Le Permis de Recherches n°1323 confère à la **Société RUBI RIVER Sprl** le droit exclusif d'effectuer, à l'intérieur du périmètre défini à l'article 2 ci-dessus, les travaux de prospection et de recherches des substances minérales suivantes : diamant, or et coltan.

Ce droit consiste en l'exécution des travaux de surface ou en profondeur nécessaire pour établir la continuité des indices des substances minérales susvisées, d'en établir les conditions d'exploitation et conclure éventuellement à l'existence d'un ou des gisements exploitables.

Les travaux d'exploitation sont donc interdits.

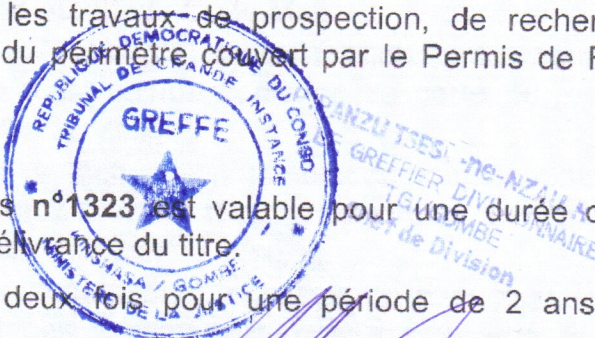
### Article 4 :

Sans préjudice des dispositions de l'article 30 du Code Minier, il est interdit aux tiers d'entreprendre les travaux de prospection, de recherches et/ou d'exploitation à l'intérieur du périmètre couvert par le Permis de Recherches n°1323.

### Article 5 :

Le Permis de Recherches n°1323 est valable pour une durée de 4 ans à compter de la date de la délivrance du titre.

Il pourra être renouvelé deux fois pour une période de 2 ans à chaque renouvellement.



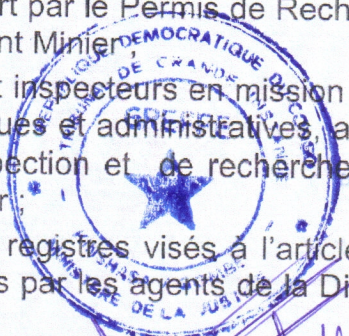
Pour Photocopie Certifiée  
 Conforme  
 Kinshasa le 05-12-2006.  
 Le Greffier Divisionnaire  
 Tribunal de Grande Instance  
 P. DANZU TSESE ne NZAU NGUY



## Article 6 :

La Société **RUBI RIVER Sprl** est notamment tenue de :

1. s'acquitter, en vertu des articles 47 alinéa 2, 196 alinéa 1er littera b, 198 et 199 alinéa 2 du Code Minier ainsi que des articles 108, 385 littera b, 394, 395 et 400 alinéa 2 du Règlement Minier :
  - pour la première année, des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis dans un délai de trente jours à compter de la date d'octroi du Permis de Recherches n°1323 ;
  - pour chaque année entière suivante, des droits superficiaires annuels par carré au plus tard le 31 mars de l'année concernée ;
  - pour la dernière année de la période de validité du Permis de Recherches n°1323, des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis au plus tard le 31 mars de cette année ;
2. commencer, en vertu des dispositions des articles 196 alinéa 1<sup>er</sup> littera a. et 197 alinéa 1<sup>er</sup> du Code Minier ainsi que des articles 385 littera a et 386 à 389 du Règlement Minier, les travaux de recherches dans un délai de six mois à compter de la délivrance de son Certificat de Recherches constatant son droit ;
3. préparer et déposer un Plan d'Atténuation et de Réhabilitation et d'en obtenir l'approbation par la Direction chargée de la Protection de l'Environnement Minier avant de commencer les travaux de recherches, conformément aux dispositions de l'article 50 alinéa 1<sup>er</sup> du Code Minier et des articles 110, 404 et aux annexes VII et VIII du Règlement Minier ;
4. respecter les engagements pris dans le Plan d'Atténuation et de Réhabilitation durant les travaux de recherches et faire rapport annuellement à la Direction chargée de la Protection de l'Environnement Minier conformément à l'article 445 du Règlement Minier ;
5. transmettre le rapport d'activités à la Direction des Mines ainsi qu'à la Division Provinciale des Mines et Géologie ou au Bureau Minier du ressort, en vertu des articles 216 et 295 du Code Minier ;
6. déposer à la Direction de Géologie, les échantillons prélevés au cours des travaux de recherches ainsi qu'une copie de sa carte de recherches en vertu de l'article 50 du Code Minier ;
7. archiver et entreposer un échantillon témoin de tout échantillon prélevé dans le périmètre couvert par le Permis de Recherches n°1323 en vertu de l'article 486 du Règlement Minier ;
8. permettre, aux agents et inspecteurs en mission d'inspection, le libre accès aux installations techniques et administratives, aux registres et documents, et aux travaux de prospection et de recherches conformément à l'article 505 du Règlement Minier ;
9. tenir les journaux et les registres visés à l'article 497 alinéa 1<sup>er</sup> du Règlement Minier et vérifiables par les agents de la Direction des Mines pendant l'inspection.



Pour Photocopie Certifiée  
 Confiance  
 Kinshasa le 05-12-2006  
 Le Chef de Division  
 Tribunal de Grande Instance  
 P. PANZU TSESE



**Article 7 :**

Sur présentation du récépissé du paiement des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis pour la première année, le Permis de Recherches n°1323 donne lieu à la délivrance d'un Certificat de Recherches.

A défaut de paiement des droits superficiaires annuels par carré prorata temporis pour la première année dans les trente jours ouvrables à compter de la date du présent Arrêté, le Permis de Recherches n°1323 devient d'office caduc, conformément aux prescrits de l'article 47 alinéa 2 du Code Minier.

**Article 8 :**

Le non-paiement des droits superficiaires annuels par carré et le défaut de commencement des travaux dans le délai légal entraînent la déchéance du Titulaire du Permis de Recherches n°1323.

**Article 9 :**

Les travaux de recherches peuvent faire l'objet de suspension immédiate, après mise en demeure préalable, en cas de faute grave commise par le Titulaire du Permis de Recherche, conformément à l'article 292 du Code Minier.

**Article 10 :**

Le Secrétaire Général des Mines et le Directeur Général du Cadastre Minier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.-

Fait à Kinshasa, le 11 7 FEV 2006.....

  
INGELE IFOTO



PANZU TSESE ne NZAU NGUY  
LE GREFFIER DIVISIONNAIRE  
TGI/GOMBE  
Chef de Division

Pour Photocopie Certifiée  
Conforme  
Kinshasa le 09-12-2006  
Le Greffier  
Tribunal de Grande Instance  
R. PANZU TSESE ne NZAU NGUY